

<b>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</b> <b>DÉPARTEMENT DES YVELINES</b> <b>COMMUNE DE MAREIL-LE-GUYON</b>	<b>EXTRAIT DU REGISTRE</b> <b>DES DÉLIBÉRATIONS</b> <b>DU CONSEIL MUNICIPAL</b>	
<b>Nombre de membres</b> En exercice <b>10</b> Présents <b>8</b> Votants <b>10</b>	<b>L'AN DEUX MIL DIX</b> <b>Le LUNDI 13 DÉCEMBRE à 20 H 30</b>	
Date de convocation <b>7/12/2010</b>  Date d'affichage <b>7/12/2010</b>	Le Conseil municipal de la commune, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de : <b>Monsieur Daniel LEBAR, Maire.</b>	
	<b>Étaient présents : MM. LEBAR DECROIX Mme SUILLEROT</b> <b>MM. TOUBOUL LOMMIS JOUIN</b> <b>Mme SADO DORNIER M. MASSARD</b>  <b>Absentes excusées : Mme DE GAVRE pouvoir à M. LEBAR</b> <b>Mme MILWARD pouvoir à Mme SUILLEROT</b> Assistait à la réunion : M. VASSEUR, secrétaire de Mairie.	
<b>OBJET</b>	Secrétaire de séance : M. JOUIN	

## **DÉLIBÉRATION ARRÊTANT LE PROJET DE REVISION DU POS DE LA COMMUNE ET SA TRANSFORMATION EN PLU**

M. le maire rappelle au Conseil municipal les conditions dans lesquelles la révision du Plan d'Occupation des Sols, et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme – qui en est la conséquence depuis la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, a été menée, à quelle étape de la procédure elle se situe, et présente le projet de Plan Local d'Urbanisme.

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123-9, L 123-13, L 300-2 et R 123-18 ;

Vu la délibération en date du 8 décembre 2008 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols ;

Entendu l'exposé de M. le maire, notamment sur les observations formulées pendant la concertation ;

Vu le débat organisé le 8 mars 2010 au sein du Conseil municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité (5 voix pour, 2 contre, 3 abstentions)

APPROUVE les conclusions du rapport sur le bilan de la concertation (annexé à la présente) ;

ARRÊTE le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune de Mareil-le-Guyon tel qu'il est annexé à la présente ;

PRÉCISE que le projet de Plan Local d'Urbanisme sera communiqué pour avis aux personnes publiques associées suivantes :

- l'État,
- le Conseil régional et le Conseil général,
- la chambre de commerce et d'industrie, la chambre de métiers et la chambre d'agriculture,
- le Syndicat Mixte d'Études, d'Urbanisme et d'Aménagement du Pays de Houdan-Montfort,
- le Syndicat des Transports de la région Île-de-France,



- le Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse,
- et toutes les personnes publiques ayant demandé à être associées ;

INFORME que les présidents des établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés et les communes limitrophes pourront recevoir communication du projet de Plan Local d'Urbanisme à leur demande ;

INFORME que toute personne ou tout organisme, notamment les associations agréées, peuvent consulter en mairie le projet de Plan Local d'Urbanisme.

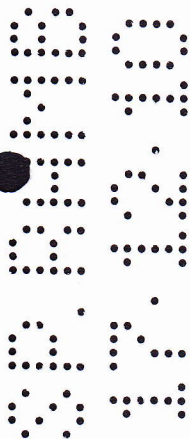
La présente délibération sera transmise au Sous-préfet et sera affichée pendant un mois en mairie. Le dossier du projet de Plan Local d'Urbanisme sera tenu à disposition du public en mairie.

Fait et délibéré les jour, mois, an que dessus.

Le Maire,  
Daniel LEBAR


Certifié exécutoire  
par affichage le 16 décembre 2010  
et transmission à la  
Sous-préfecture le 16 décembre 2010



## RAPPORT POUR LE CONSEIL MUNICIPAL

### Bilan de la concertation

Révision prescrite le 8 décembre 2008

Modalités de la concertation

- **affichage de la délibération pendant toute la durée des études nécessaires,**
- **articles dans le bulletin municipal et informations sur le site Internet de la commune,**
- **réunion publique,**
- **exposition publique,**
- **registre pour propositions et doléances disponible en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture.**

Réunion et débat sur le PADD le 8 mars 2010

Les actions de concertation

- **articles dans les bulletins d'informations municipales de décembre 2008, décembre 2009, juillet 2010 et distribution dans les boîtes aux lettres d'informations spécifiques (exposition, réunion publique),**
- **informations en parallèle sur le site Internet de la commune,**
- **en mairie, exposition publique des panneaux du PADD à partir du 15 mars 2010,**
- **en mairie, mise en place à partir du 15 mars 2010 d'un registre pour recevoir les avis, propositions et doléances,**
- **réunion publique le 13 octobre 2010.**

Les retours de la concertation

**La réunion publique :**

Environ trente à quarante personnes ont assisté à la réunion publique.

Les remarques et questions ont porté :

- sur des aspects particuliers du projet de PLU (vocation de la zone N1, possibilité d'une salle communale, capacité en nombre de logements de la zone 1AU, devenir de la zone 2AU),
- sur la prise en compte de demandes individuelles en vue d'accorder la possibilité d'aménagement des bâtiments de la ferme devenus non fonctionnels.

Aucune remarque n'a porté sur les orientations générales du PADD ou du plan d'urbanisme.

Les questions abordées ont été traitées en réunion de commission.

## Les remarques, demandes et courriers reçus en mairie :

Le registre en mairie a recueilli deux contributions d'habitants de Mareil.

La première traite de sujets d'intérêt général : la nécessité de soigner l'impact d'un futur bâtiment agricole en entrée nord du village, l'opposition à un habitat de type collectif, et le souhait de voir un lotissement créé dans la parcelle Les Groux avec l'éventualité d'y créer une salle communale.

Ces questions d'intérêt général ont été abordées en commission, celles qui entraient dans le cadre du projet collectif (PADD) ont été prises en compte et traitées dans le dossier du PLU.

La seconde contribution relève plus d'intérêt particulier, et demande de ne pas donner suite à la proposition d'un aménagement d'espace de plein air entre les deux parties du village, pour des raisons de nuisances aux riverains. Cette demande n'a pas été prise en compte car elle est en opposition avec le PADD.

Hormis ces deux contributions écrites, le maire a reçu au démarrage des études du PLU, à l'achèvement du diagnostic, un courrier provenant de propriétaires privés. Il portait sur deux demandes spécifiques d'intérêt particulier de déclassement de parcelles privées.

La demande qui n'entrait pas dans le cadre du projet collectif n'a pas été prise en compte.

### Conclusion de la concertation

Les demandes et observations de la population qui ont été formulées ont été traitées lors des réunions de la commission de travail du PLU. Certaines d'entre elles ont été prises en compte et ont entraîné des ajustements du règlement et de son document graphique.

Les questions d'intérêt général ont été abordées en commission.

Les demandes d'intérêt particulier qui ne rentraient pas dans le projet collectif n'ont pas été prises en compte.

\*\*\*\*\*